

# Un espace d'épanouissement pour enfants déficients intellectuels

Le centre Aminata Mbaye est niché au cœur de Scat-Urbam (Grand Yoff). A travers cet institut médico-social, l'Association sénégalaise pour la protection des enfants déficients mentaux (Asedeme) veut permettre à cette couche vulnérable d'apprendre à être autonome. Le « Soleil » est allé à la découverte du centre.

L'endroit a tous les comforts pour accueillir des enfants. La beauté des bâtiments et des jardins attirent l'attention de tout visiteur qui met, pour la première fois, les pieds au Centre Aminata Mbaye de Grand Yoff. La beauté architecturale de ses bâtisses est frappante. Il est 11h 30 mn. C'est le calme dans tout le centre. Juste à l'entrée, le conseil d'administration tient une réunion. A l'intérieur, presque toutes les salles de classe sont fermées. C'est l'heure des cours. Mme Guèye et Mlle Faye tiennent une classe de coccinelles. L'effectif de la classe est réduit. Ils ne sont que 8 élèves dont 5 garçons et 3 filles. Leur âge est compris entre 5 et 7 ans. Les deux éducatrices spécialisées ont subdivisé la classe en deux groupes. Le premier groupe travaille avec de la pâte. Ils apprennent à mouler cette matière sous la supervision de Mlle Faye. D'après elle, cette séquence aide ces enfants qui sont pour la plupart autistes ou trisomiques à avoir de la concentration.

Le deuxième groupe est constitué des nouveaux arrivants. Il faut, dès lors, les mettre dans le bain. Ils sont encadrés par la plus ancienne, Mme Marie-Alice Guèye. Avec des jouets déposés sur une table, la formatrice aide ces enfants déficients intellectuels

à s'épanouir. Malgré leur handicap, les petits ont l'air joyeux. Ils sont très concentrés dans leur matière en cette matinée du lundi, premier jour d'une longue semaine où Mme Guèye et Mlle Faye doivent se donner à fond pour gérer ces enfants malgré leurs turbulences ou humeurs. La plus turbulente d'entre eux s'appelle Marianne. « Elle est autiste », explique Mlle Faye. A chaque fois que la salle est ouverte, elle laisse ses camarades pour sortir. Mais Mme Guèye veille particulièrement sur la petite Marianne.

Au centre Aminata Mbaye, les enfants viennent avec un handicap. Mais l'institut leur offre une prise en charge adéquate pour apprendre un métier. Dans cet institut médico-éducatif, ils apprennent le jardinage, l'informatique, la poterie, la cuisine... Un grand jardin potager est aménagé tout juste derrière les salles de classes. On y retrouve des plantes aromatiques communément appelées « nana », des légumes... Dans le jardin, les élèves du groupe « Yakaar » apprennent à repiquer des plantes. Ils sont encadrés dans cet exercice par le jardinier de l'école, Doudou Ndiaye et leur encadreur Mme Camara. Le jardin est aussi arrosé par ces jeunes. Le jardinage



est leur cours préféré, témoigne Mme Camara. Ils s'y épanouissent. Les enfants apprennent surtout l'autonomisation sociale grâce à la couture, à l'apprentissage scolaire et toutes les autres disciplines dispensées au centre Aminata Mbaye.

## 20 jeunes ont déjà trouvé un emploi

Grâce à ces différentes activités, explique le Secrétaire général de l'Asedeme, les enfants déficients intellectuels apprennent « à se socialiser et à s'insérer dans la société ». Déjà, le Centre Aminata Mbaye a permis à 20 enfants déficients intellectuels d'être actifs. D'après M. Aubrun, cinq d'entre eux ont déjà des contrats à durée indéterminée (Cdi), trois des contrats à durée déterminée (Cdd) et 12 ont des conventions de stage. « Lorsque nous envoyons un jeune dans une entreprise, nous l'accompagnons avec un éducateur spécialisé de façon à ce que les premiers jours qu'il puisse repérer là où il est », in-

forme-t-il. Aujourd'hui, des jeunes déficients intellectuels tels que Pape Ousmane Kane Diouf, Fatou Touré Diouf ou Aida Altiné se sont insérés dans le tissu social malgré leur handicap.

Toutefois, M. Aubrun veut plus de moyens pour aider ces enfants qui vivent avec un handicap intellectuel à être reconnu comme de « vrais citoyens ». Malheureusement, exprime-t-il, les moyens pour le bon fonctionnement du centre Aminata Mbaye font souvent défaut. Les revenus du centre sont principalement tirés de l'open de golf que l'Asedeme organise annuellement. Cette rencontre sportive permet à cette association d'engranger environ 40 millions de FCfa. Cependant, le secrétaire général précise que cette somme permet juste d'assurer le tiers des besoins de l'institut. Le reste du financement, ajoute M. Aubrun, est assuré par les frais de scolarité des parents et les soutiens de bonnes volontés qui sont toujours disponibles à aider, de manière discrète, cet ins-

titut médico-éducatif, notamment à travers le parrainage. « Nous avons besoin de financements pérennes pour le bon fonctionnement du centre. Parce que ce que nous faisons est, véritablement, d'utilité publique et nous devons être soutenus », dit-il. Pour cela, Christophe Aubrun attend beaucoup de la conférence de levée de fonds du Partenariat Mondial pour l'Éducation qui va se tenir à Dakar en février prochain. M. Aubrun attend qu'il y ait, lors de cette rencontre à Dakar, un « focus sur l'éducation spécialisée » qui constitue le cadre d'intervention de l'Asedeme. Ces attentes se résument surtout en termes financiers pour permettre au centre Aminata Mbaye de Grand Yoff et à celui de Saint-Louis d'avoir les moyens de leurs politiques. « Nous avons besoin d'argent pour continuer. A Saint-Louis nous louons une petite villa et nous avons besoin de construire une école comme celle de Dakar. Nous avons déjà un terrain que la commune de Ndiébène Gandiol nous a octroyé l'année dernière. Il nous faut de l'argent pour construire », plaide-t-il. Le vœu de Christophe Aubrun est de voir toutes les régions du Sénégal disposer d'un institut médico-éducatif pour permettre à tous les enfants atteints de déficience intellectuelle d'avoir des chances de réussir. Pour lui « doom doom la » (Un enfant reste un enfant) comme l'indique la devise de l'Asedeme.

## «Ces enfants ont le droit de s'épanouir comme les autres»

Le secrétaire général de l'Asedeme, Christophe Aubrun, invite les populations à avoir un autre regard sur les enfants déficients intellectuels. Dans cet entretien, Christophe Aubrun rappelle que ces enfants ont le droit de s'épanouir comme tous les autres.

### Quand a été créée l'Association sénégalaise pour la protection des enfants déficients mentaux ?

L'Asedeme a été créée en décembre 1989 par Aminata Mbaye qui était avocate à Dakar et un groupe de parents qui avaient des enfants déficients intellectuels. Il ne faut pas oublier qu'il y a 28 ans de cela, le handicap intellectuel était un véritable sujet tabou.

C'était très courageux de la part d'Aminata Mbaye d'avoir osé créer une association de ce genre. Il faut également rappeler qu'au moment où se signe à l'Onu la Convention internationale des droits de l'enfant, à Dakar, Aminata Mbaye signe les statuts de l'Asedeme. Le Sénégal, grâce à elle, était donc très en avance sur son temps. Le gouvernement du Président Abdou Diouf a octroyé le terrain de 2.500 m<sup>2</sup> à Grand-Yoff sur lequel l'association a pu construire le centre, ouvert en 2003 grâce aux fonds recueillis lors de di-

ners de gala et de tournois de golf.

### Combien d'enfants déficients intellectuels le centre accueille-t-il ?

Environ 120 enfants de 5 à 25 ans. Ils sont répartis en deux groupes. Le groupe « Yewu » (éveil) est constitué de jeunes âgés de 5 à 12 ans.

Nous essayons de leur donner, avec une pédagogie adaptée, des bases de la scolarité, leur apprendre à lire, à écrire, à dessiner, à s'épanouir. Ensuite, le groupe « Yakaar » (Espoir) à partir de 14-15 ans. Nous voudrions permettre à ces enfants d'avoir un futur métier. Nous leur apprenons à se débrouiller, à être autonomes et à pouvoir travailler. Par une éducation inclusive, nous souhaitons que l'enfant devienne un citoyen à part entière et puisse se déplacer, prendre le bus, pouvoir donner son nom s'il est perdu, rentrer chez lui tout seul ou se faire aider en donnant son nom. Nous voulons dire :

considérons ces enfants déficients intellectuels comme des citoyens, comme les autres. Ils sont des citoyens sénégalais comme les autres et ont droit au respect et à tous les avantages des citoyens : éducation, travail, santé. L'éducation inclusive va passer par des échanges avec d'autres écoles dites normales, avec une formation dans les structures dépendant du Ministère de la Formation professionnelle, avec des stages dans les entreprises pour ceux qui le peuvent.

### Comment appréciez-vous la politique du gouvernement en matière de prise en charge des enfants déficients intellectuels ?

Nous avons beaucoup de chance parce que le gouvernement est très sensible à la question du handicap. Le président Abdoulaye Wade avait déjà voulu faire quelque chose d'important pour les personnes vivant avec un handicap avec la loi d'orientation sociale de 2010. Mais cette loi n'avait jamais pu être appliquée parce qu'elle n'avait pas fait l'objet de décrets. Le président Macky Sall a voulu, dans un



geste fort, signer les deux premiers décrets d'applications de cette loi en octobre 2012, quelques mois après son élection. Depuis, le gouvernement œuvre pour donner aux personnes vivant avec un handicap (physique, moteur, intellectuel) davantage de reconnaissance. C'est un travail qui est assez long parce que le handicap est transversal, parce qu'il touche tous les ministères. Mais le gouvernement fait beaucoup d'efforts.

### Le président de la République vient de signer le décret qui donne à l'Asedeme la reconnaissance d'utilité publique. Qu'est-ce que cela va changer ?

C'est un geste très fort. Toutes les associations n'ont pas la reconnaissance d'utilité publique. Nous sommes une Ong sénégalaise et nous avons besoin d'argent public. Nous avons demandé au gouvernement de reconnaître notre travail afin que l'éducation donnée au centre Aminata Mbaye puisse devenir une sorte de label pour l'éducation spécialisée.

Ce décret est une façon de venir nous encourager dans ce que nous faisons. La reconnaissance d'utilité publique va nous permettre de recevoir des fonds du gouvernement, des ministères concernés que sont l'Éducation, la Santé, la Jeunesse... Mais le gouvernement ne peut pas tout faire non plus et nous voulons aller chercher des fonds à l'international. Il y a de grandes fondations canadiennes, américaines, anglaises ou françaises qui peuvent nous aider. Le fait d'avoir la reconnaissance d'utilité publique peut les encourager à venir nous aider. C'est un atout supplémentaire indéniable et nous en sommes très heureux.

Propos recueillis par  
A.Ng. NDIAYE